

Pour faire la guerre
la bourgeoisie française a besoin
de l'étatisme et du fascisme !

Pour barrer la route aux Gering français



Contrôle Ouvrier !

Il faut examiner attentivement le discours prononcé le 8 par Gardey, rapporteur général de la Commission des finances du Sénat.

Gardey a été en l'occurrence, le porte-parole de Caillaux et des 200 familles, pour qui les dangers de la « situation extérieure » sont tout simplement l'occasion de faire passer, à la faveur du « patriotisme » les masses, en régime autoritaire qui n'ait rien à envier à Mussolini et Hitler.

Comme dit M. Gardey, il est impossible de considérer le relèvement du pays sous le seul angle du développement de la richesse. Parce qu'il faut consacrer la majeure partie des dépenses à l'armement.

Pour y parvenir, pas besoin de recourir « aux méthodes des Etats totalitaires » ; il y a encore assez de gros capitaux à qui il suffit de donner confiance, et pour cela, il faut « assurer l'ordre à l'intérieur, la stabilité de la monnaie, et procurer aux entreprises une rémunération légitime ».

En style clair, cela veut dire : Les 200 familles, pour qui les bénéfices de classe passent avant leur prétendu amour de la patrie, veulent bien prêter leurs milliards pour les armements, à condition qu'on leur permette de récupérer des superbes bénéfices sur le dos des ouvriers surexploités...

C'est une vieille chanson ! Reynaud et Daladier ont multiplié les amabilités envers MM. les gros capitalistes : dégrèvements, facilités pour les investissements de nouveaux capitaux, interdiction aux Caisses d'Epargne de concurrencer les Banques, garanties aux emprunts à l'étranger, etc...

Ils ont distribué des dizaines d'années de prison aux grévistes du 30 novembre, refusé l'amnistie, étranglé l'Espagne ouvrière, brisé la semaine de 40 heures.

Et malgré tous ces appâts, l'argent rentre mal... On observe une hausse de la production dans les usines, dans la métallurgie ; mais c'est surtout pour les stocks de guerre.

Le chômage ne se résorbe point. Les prix et le coût de la vie continuent d'augmenter. La hausse horrière a seulement permis des bénéfices spéculatifs à quelques dizaines de forbanes.

Voilà pourquoi Gardey pense que c'est le moment de donner aussi un avertissement au grand capital. C'est la partie la plus intéressante de son discours.

Si vous ne rapatriez pas plus vite vos capitaux, dit-il en substance, alors, l'Etat sera obligé d'introduire une mobilisation économique, un « contrôle », et on sera obligé de prendre de force ce qu'on obtiendra pas de bon gré.

« Nous sommes, dit Gardey, dans un domaine où il faudra demander le plus au patriotisme et à l'esprit d'abnégation, dans un domaine où s'imposent les mesures les plus novatrices, dont quelques-unes même seront susceptibles de déroger momentanément à certaines de nos pratiques libérales... »

« Mais si, pour traverser une crise aiguë et pour conjurer des périls extérieurs, il fallait se plier pendant un certain temps aux rigueurs d'une

économie de guerre, ces sacrifices seraient acceptés par tous... »

Et, parmi les « déviations à redresser », M. Gardey cite « l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat vis-à-vis des groupements de personnes et de capitaux ».

Evidemment, si les hommes du gouvernement font ces timides menaces, c'est que la France est secouée par la même crise qui étreint tous les grands pays capitalistes.

Hitler et Roosevelt, pour sauver la classe capitaliste dans son ensemble, sont obligés d'imposer, à certaines catégories de possédants des sacrifices. Daladier ou Tardieu, ou La Rocque en feront autant.

Cependant, les capitalistes ne consentent à faire des sacrifices que si le régime leur permet une exploitation sans frein, sans limites, de la classe ouvrière.

C'est cela qui domine maintenant. Lisez n'importe quelle statistique de production et de régime du travail. Vous y verrez inscrites le même phénomène.

Par exemple, alors que le chômage augmente (faiblement il est vrai), les statistiques montrent que en décembre 1938, 15,40 % de l'effectif des établissements employant plus de 100 personnes travaillant plus de 40 heures, contre 8,84 % en décembre 1937.

C'est pourquoi, lorsque M. Gardey ou ses collègues déclarent que les méthodes fascistes « répugnent à notre tempérament », chacun peut comprendre son hypocrisie.

En somme, il veut, comme La Rocque, Doriot et Cie un fascisme « à la Française ». Bien entendu ! Dans chaque pays, le fascisme emprunte une « couleur locale ». Parfois il est teinté de catholicisme, voire de socialisme, de syndicalisme, selon la meilleure manière de tromper les masses. Chez nous, il sera teinté de... libéralisme, voire de jacobinisme !

Mais le résultat sera le même : assurer une exploitation sans réticences des ouvriers, rendre la collaboration de classes obligatoire, faire de l'Etat-Major capitaliste et militaire l'arbitre permanent de l'Etat et du pays, et surtout, pourchasser, exterminer sans répit le socialisme international...

Ce processus sournois gagne du terrain tous les jours ; la fin tragique des espoirs de la classe ouvrière espagnole ne peut que le précipiter, de même que la politique chauvine du Front Populaire.

Il faut poser comme deux principes inébranlables que la situation ne sera sauvée que par une résistance acharnée du prolétariat :

Contre toute extension de l'exploitation ouvrière :

Retour aux 40 heures ;

Augmentation immédiate des salaires de 2 % ;

Echelle mobile des salaires ;

Et pour le contrôle ouvrier sur la production :

Limitation des bénéfices patronaux ;

Expropriation des trusts et banques ;

Impôts fortement progressifs.

Tous les ouvriers qui sont pour ce programme de libération se retrouveront avec le P.O.I., dans la nouvelle phase de lutte qui s'ouvre.

P. O. I.

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

Les « démocrates » de Londres-Paris passent à l'attaque :

Minorque aux nationalistes,
Franco déchainé contre les travailleurs,
Une vague de répression en France !

Encore
6 victimes des
décrets-lois
Sarrait !
6 morts à Mulhouse

La presse du 4 février a relaté le crime d'un mineur polonais nommé Hirak, du bassin minier de Wittenheim, près Mulhouse qui, après avoir tué sa femme et ses quatre enfants à coups de hache, s'est jeté dans un étang.

Cet ouvrier, recruté après guerre, comme beaucoup de ses compatriotes, pour travailler à bon marché dans les mines de potasse d'Alsace, s'était marié et établi avec sa famille à Wittenheim où il menait, paraît-il, une vie « sobre et économe » espérant retourner un jour dans son pays.

Affilié à la C.G.T., Hirak se solidarisa le 30 novembre avec ses camarades et compatriotes qui n'allaient pas travailler.

Le lendemain, tous les Polonais étaient congédiés par la direction et au début de février, un arrêté d'expulsion était notifié à un certain nombre d'entre eux.

Tragique situation pour ces victimes de la répression gouvernementale qui devaient, à leurs frais, et dans un très court, regagner la Pologne !

C'est ainsi que Hirak, désespéré et sans ressources, tua sa femme, ses quatre enfants et se donna la mort.

Les journaux commentent de façons diverses cet acte de désespoir. La presse de droite, exploitant les sentiments religieux du Polonais, le pose en victime de la C.G.T. qui serait moralement responsable.

La presse « de gauche » se confond en protestations platonnées et préconise l'envoi de télégrammes, l'organisation de meetings, se gardant bien de sortir d'une respectable légalité...

Le « Populaire » signale : « Le gouvernement n'a plus beaucoup de crédit à perdre dans la classe ouvrière. Mais, il s'attirera la haine de toute cette classe ouvrière s'il persiste dans son attitude intransigeante ».

Ce qui importe pour ces gens-là, c'est moins la mesure criminelle qui frappe les travailleurs étrangers que le crédit accordé au gouvernement par la classe ouvrière, crédit qu'ils veulent sauvegarder à tout prix.

Nous nous élevons énergiquement contre une telle attitude. Un gouvernement qui frappe inlassablement les étrangers par des mesures draconiennes ne doit recueillir que la haine implacable du prolétariat.

Les ouvriers de Mulhouse doivent mener une lutte acharnée contre

Leur amnistie
Dix neuf ouvriers
de Renault
en correctionnelle

Après le scandaleux procès des 280 ouvriers de Renault, la direction, non contente de les avoir fait matraquer et jeter en prison, avait exigé de la justice bourgeoise de nouvelles poursuites. Le résultat est le renvoi devant la célèbre quatorzième chambre de dix-neuf ouvriers dont le secrétaire du syndicat des métaux et une ouvrière de l'usine — sous le quadruple chef d'entraves à la liberté du travail, de menaces, de dégradation de matériel et de violence.

Cet acharnement de la répression constitue l'épilogue des débats parlementaires sur l'amnistie. Le patronat fait payer au prolétariat la carence des grands partis et des directions syndicales dans leur action contre l'amnistie. La Santé va ouvrir ses portes pour les ouvriers de Renault.

A moins que la campagne pour l'amnistie ne se réveille. Camarades, exigez dans toutes vos organisations l'action pour l'amnistie.

MEETING
DE SOLIDARITÉ
A ALGER

Le 28 janvier, à Alger, un grand meeting s'est tenu pour manifester la solidarité du prolétariat et de la population algéroise aux ouvriers catalans et exiger le droit d'asile pour les combattants et les réfugiés. Avec le S.I.S.L., le P.P.A., le P.S.O.P. et la S.I.A., de nombreux groupements d'avant-garde ont participé au meeting.

Notre camarade Boudmangel, au nom du S.I.S.L. dénonça les responsables de la catastrophe de la révolution espagnole et du martyre des ouvriers de Barcelone. Les grands partis avaient refusé de participer au meeting, mais la foule débordait les portes de la salle.

l'expulsion de leurs camarades étrangers en passant à l'action directe ! Ils doivent monter la garde devant les maisons pour empêcher les bourreaux d'intervenir ! Ils doivent dénoncer la trahison des réformistes et lutter pour l'égalité des droits des travailleurs français et étrangers.

Solidarité avec les victimes de la répression !

CLAUDE.

Nouvelle condamnation de
« La Lutte Ouvrière »

6 mois de prison à Loret

Lundi 13 février la douzième Chambre correctionnelle a condamné le camarade Loret, en temps que gérant de la Lutte Ouvrière à six mois de prison et à l'amende. Ce jugement, rendu par défaut, vise un article paru en septembre, au moment des négociations de Munich et intitulé : « Nous ne marchons ni pour la guerre impérialiste, ni pour le pacte à Quatre dirigé contre P.U.R.S.S. », sous prétexte de provocations de militaires à la désobéissance.

Huit jours après la condamnation contre Suzanne Charpy, nous voici à nouveau impitoyablement frappés. Encore une fois faites voter des ordres du jour de protestation dans vos organisations, dans vos syndicats. Demandez à vos camarades de travail, membres du Parti Communiste, de s'élever dans leurs cellules contre la condamnation de cet article écrit pour la défense de l'U.R.S.S.

VENDREDI
 17 FÉVRIER 1939
 4^e Année — Numéro 109
 Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
20 fr. ; 3 mois, 10 fr.
Compte chèque postal : Rousset
2247-23 Paris.

Après Minorque... ?

La situation internationale autour de l'Espagne vient de changer brusquement dans le courant de la dernière semaine. L'Angleterre, fidèlement suivie par le quai d'Orsay a pris l'initiative des opérations en Espagne et a, d'un coup, mis par terre, les plans de Mussolini. Ainsi se trouve définitivement détruite la légende, créée pour les besoins d'une mauvaise cause par la presse stalinienne, d'un Chamberlain à la dévotion de l'axe Rome-Berlin. Ce sont les intérêts nationaux de la City que Chamberlain se donne pour tâche de sauvegarder. En septembre, il a consenti à un recul momentané pour gagner du temps et organiser la défense de l'Empire. Mais en février 39, ayant réussi à diviser ses adversaires, ayant renforcé l'Empire, c'est lui qui passe à l'offensive pour sauvegarder les voies d'accès de l'Empire : l'enjeu est plus important pour la City, l'adversaire plus faible, Londres plus fort : Chamberlain agit avec le même cynisme en matière de coup de force, qu'il l'a fait sur le terrain des négociations.

Le plan de Londres est très simple : empêcher l'occupation par l'Italie des points stratégiques les plus importants ; favoriser une trêve entre nationalistes et gouvernementaux, en faisant pression sur chacun des deux gouvernements.

« Paris-Midi » du 10 février écrivait en caractère d'affiche :

« L'Angleterre négocie la reddition de Madrid. Trois raisons d'espérer ce succès : 1^o La France et l'Angleterre ont pressé M. Negrin de ne plus démander de plébiscite, mais de se contenter d'un large amnistie et de la garantie de l'indépendance de l'Espagne ;

2^o Sir Robert Hodgson part pour Burgos où il doit convaincre Franco d'accorder à l'Angleterre les garanties qu'il refuse aux républicains ; 3^o Des négociations seraient déjà en cours entre les franquistes et les défenseurs (sic) de Madrid ».

Quelle que soit l'exactitude de ces informations, elles indiquent bien le plan du Foreign Office. Comment y répondent les deux camps ?

Du côté franquiste il convient de souligner d'une part l'évolution politique qui s'est produite au cours des derniers mois : l'unification politique du mouvement franquiste s'est faite sous le signe de la répression violente de l'aile extrémiste — purement fasciste et corporatiste — du mouvement au profit du courant réactionnaire, monarchisant et catholique. L'influence idéologique des milieux italiens est, à n'en pas douter, en baisse. Il faut souligner d'autre part, le rôle actif joué par le nonce du Pape et l'Eglise dans les dernières conversations diplomatiques à Burgos, intervention qui dans l'état actuel des intérêts de l'Eglise joue dans le sens de l'hostilité à Mussolini. On remarquera enfin que le duc d'Albe, représentant de Burgos à Londres, et qui est une des têtes de l'aile monarchiste du mouvement franquiste, a eu à Londres de très nombreuses conversations avec les représentants du Foreign Office. On remarquera enfin que l'occupation de Minorque a été le résultat de conversations diplomatiques menées secrètement dans le dos de l'Italie ; l'initiative de cette opération revenant, à n'en pas douter à Londres et non à Burgos.

(Lire la suite page 2. 4^e colonne)

Pas de prison
pour Suzanne Charpy !

La semaine même, où ils ont condamné Suzanne Charpy pour un article de Révolution, les juges bourgeois ont remis ça en infligeant deux fois quatre mois de prison à deux camarades du Réveil Syndicaliste pour un article contre la guerre. La même semaine encore Loret est convoqué pour un article de la Lutte Ouvrière.

La volonté du gouvernement d'écraser la presse révolutionnaire multiplie les procès de presse et les condamnations accablantes.

Le courage de Suzanne Charpy, prenant la responsabilité des articles de Révolution n'a pas désarmé la haine des juges qui, après huit jours de réflexion, ont maintenu contre elle une peine de dix mois de prison et de deux mille francs d'amende.

Trois jours après, le « Populaire » publie une protestation contre « l'unique condamnation de « l'Humanité » pour un article de Marty contre Doriot : Il nous est permis de nous élever contre les amendes infligées : quatre cents francs portés au coefficient onze représentant 4.400 francs, etc... »

D'accord pour exiger le droit d'écriture sur la canaille doriotarde ce que tout prolétaire en pense. Mais, en dehors de cette solidarité entre puissants confrères de la presse, comment se taire alors sur une amende de deux mille francs — qui avec le coefficient onze représente 22.000 francs — prononcée contre un journal révolutionnaire dont l'existence dépend entièrement de collectes des gros sous des jeunes travailleurs. Comment se taire sur une condamnation à dix mois de prison pour délit d'opinion prononcée contre une irréprochable jeune ouvrière ?

Il faut empêcher Suzanne Charpy d'entrer en prison. Il faut soutenir par vos souscriptions, par une active diffusion votre presse traquée,

« Révolution » et « Lutte Ouvrière ». Il faut appeler les organisations syndicales et politiques à réclamer la cessation des poursuites contre la presse ouvrière et l'amnistie pour les délits de presse.

La Presse et
le procès
de Suzanne Charpy

Toute la presse a naturellement aboyé avec ensemble contre notre camarade Charpy et « Révolution », condamnée à 10 mois de prison pour un article qui dénonce les buts de guerre de la France comme impérialistes.

Le « Peuple » (C.G.T.) trouve seulement à dire que cet article « constituait, paraît-il, une provocation de militaires à la désobéissance... », mais pas un mot de protestation...

Le « Jour » de la canaille pédérastique Bailly insulte notre camarade Charpy, « anarchiste en jupons », comme il insulte tous les jours les opprimés et les révolutionnaires du monde entier.

L'« Action Française », le « Petit Journal », etc... se réjouissent sans commentaires.

L'« Humanité » et le « Populaire », occupés à leurs felleuses attaques contre les révolutionnaires espagnols, destinées à cacher l'ignoble trahison du Front Populaire, se taisent.

Seul, le « Juif 36 » a protesté avec nous contre la condamnation de « Révolution », en faisant ressortir que les coups des juges ne visaient même pas des appels aux soldats, mais simplement l'expression de la vérité sur les « buts de guerre de l'impérialisme français ».

A l'aide de nos camarades espagnols !

Envoyez vos dons
pour la colonie du S.I.S.L.
à Tarbes

Dès l'arrivée des réfugiés d'Espagne, le S.I.S.L. s'est préoccupé de venir en aide aux femmes et aux enfants des combattants.

De nombreux envois ont été effectués en commun avec le Comité du P.O.U.M. et notamment un envoi à Perpignan de 30 kilos de jus de viande.

Dans tous les groupes de province du SISL, des vêtements, de la pharmacie, du chocolat, des conserves ont été recueillis. Certains groupes alimentent

partiellement des colonies de réfugiés, et une colonie, à Tarbes, a été spécialement prise en charge par notre organisation.

Dans la région parisienne, des envois en nature déjà nombreux ont été faits au local de l'Union des Campeurs du 15, 26, rue des Entrepreneurs, d'où ils sont adressés à Tarbes. Il faut que les camarades poursuivent ces envois. Il faut qu'ils recueillent des vêtements, des aliments et surtout

rité, collecte des fonds et les adresse à Suzanne Jubault, c.c.p. Paris 2313-31.

S.I.S.L.

N.B. — Le SISL a changé d'adresse Désormais, écrire au Secours International « Solidarité et Liberté », 169 bis rue Marcadet, Paris.

DES CHAUSSURES

autour d'eux, et nous les adressent rapidement.

D'autre part, trois camarades ont demandé à recueillir des petits enfants espagnols. Il y sera pourvu par le SISL.

Poursuivons notre effort ! Que chacun prenne part au travail de solidarité.

Envoyez vos fonds à

Suzanne Jubault, c. c. p. paris 2313-31

Bolchévicks-Léninistes et la lutte démocratique

Le gouvernement général de l'Indochine continue sa lutte contre les libertés du peuple indochinois, sous prétexte de « le défendre » contre le Japon.

Déjà, en 1931, le Conseil municipal de Saïgon (lui-même élu à un suffrage très restreint) se vit retirer ses franchises.

On constitua un organisme dénommé « Région de Saïgon-Cholon », qui s'approprie les droits des deux conseils municipaux de Saïgon et de Cholon en matière de voirie, de taxation dans les marchés, d'éclairage, d'alimentation en eau, d'hygiène, etc... En somme, on lui retira la totalité de ses droits pourtant déjà assez maigres.

Les deux élus stalinien Tao et Mai, ainsi que nos camarades Ta-Thu-Thau et Tach (les trois premiers alors qu'ils étaient en liberté), avaient développé un programme exigeant le retour des franchises municipales, ainsi que l'égalité numérique des représentations française et annamite du Conseil municipal, où les Français sont représentés par 12 élus et les Annamites seulement par 6.

Pour calmer les protestations de la majorité bourgeoise, le gouvernement projette une réforme insignifiante : porter de 2 à 6 le nombre des délégués du Conseil Municipal au « Conseil d'administration de la Région Saïgon-Cholon », présidé par un fonctionnaire.

Au Conseil Municipal de Saïgon

Notre camarade Tach a protesté contre cette « réforme » et a proposé aux élus bourgeois annamites de démissionner de leurs fonctions afin de provoquer une réélection.

La campagne électorale doit être une occasion d'organiser des meetings, distribuer de la littérature, bref, d'appeler les travailleurs à s'organiser et à lutter.

Jusqu'à présent, ces élus ont refusé. Ils se démaquettent devant le peuple, car ils reçoivent faveurs et privilèges de la part du gouvernement.

Que peut-on objecter à cette attitude du point de vue des intérêts des travailleurs cochinchinois ? En fait, les ouvriers et les paysans n'ont pas de véritable liberté politique ni économique. La liberté relative (suppression de l'autorisation préalable) de la presse en annamite, qui a été accordée il y a quelques mois, a surtout pour but de permettre aux éléments bourgeois et petits bourgeois nationalistes de corrompre les masses populaires dans le sens des intérêts de la France dans la guerre contre le Japon.

Tout, les assemblées politiques « élues » sont aux ordres du gouvernement des propriétaires fonciers et des mandarins. Les masses indochinoises n'ont pas de représentations politiques à elles (pas plus d'ailleurs que celles de Tunisie ou d'Algérie). Il est donc bien évident qu'il ne peut être question de faire passer ces organismes pour de véritables représentations populaires qu'il s'agit d'améliorer.

Dans ce cas, il est juste d'utiliser pour l'agitation, en faveur d'une véritable représentation des masses (qui ne deviendra réelle qu'avec des Conseils et Comités de Travailleurs, comme le Congrès Indochinois avait commencé à en grouper) des situations telles que celle du Conseil Municipal de Saïgon, y compris par une proposition de démission.

Les élections au Conseil Colonial

Il serait absurde de négliger aussi l'occasion des élections au Conseil Colonial.

Nous savons bien que le collège électoral du Conseil Colonial (qui doit être élu en avril) est très restreint : 30.000 électeurs sur 4 millions d'habitants. Evidemment, cela n'a rien à voir avec le suffrage universel (qui d'ailleurs, même en France, n'a d'universel que le nom puisqu'il exclut les femmes, les hommes entre 18 et 21 ans, les soldats, les immigrés). Sur ces 30.000 électeurs, il y a les grands propriétaires, des petits et moyens, des employés, fonctionnaires, artisans, commerçants, c'est-à-dire avant tout la grande bourgeoisie, et la petite, si oscillante, et hésitante, mais qui envoyait en 1933, 35 et 1937 quatre candidats ouvriers au Conseil, sous la pression des masses.

Mais, à la faveur de cette élection, nous pouvons faire et devons faire une campagne d'agitation et d'organisation parmi les masses. Si nous avons des élus, cela ne signifie pas un succès honteux, sous prétexte que la masse ouvrière ne participe pas au vote. Cela signifierait qu'une pression a fait voter à notre avantage certaines catégories populaires et petites bourgeois.

Nous en tirerons les leçons ouvertement. — X.

Une réponse de la rédaction de la « Lutte »

Nous ajouterons à cette correspondance de nos camarades que nous considérons tout à fait justi-

fiée leur attitude. Certains de nos amis en ont fait la critique, par exemple dans le dernier numéro de Tia Sang. Il nous semble que plusieurs de leurs arguments sont erronés.

La lutte pour les droits démocratiques des travailleurs n'est pas simple, dans l'état d'oppression draconienne de l'impérialisme. Elle doit être menée en utilisant toutes les possibilités. D'autre part, l'organisation doit expliquer notre programme sans défaillances, selon des modalités appropriées. Les élections municipales ne sont pas des occasions différentes de bien d'autres.

Par exemple, à Alger le camarade Boumandjel fut récemment élu au Conseil municipal, contre les candidats gouvernementaux et stalinien. A Alger, la situation ressemble à celle de Saïgon. Boumandjel groupa les voix de ceux qui voulaient protester contre la répression impérialiste.

En Belgique, pays très « démocratique », la situation est encore plus claire. Là, il s'agit officiellement de candidats de la IV^e Internationale qui ont été élus lors des dernières élections municipales, à Flénu, Jemmapes, Gilly, etc... A Flénu, nos amis ont la majorité, et le maire devrait être l'un d'eux. Or, le gouvernement refuse d'approuver sa nomination s'il ne prend pas l'engagement écrit de ne pas soutenir les ouvriers occupant les usines, les soldats, etc...

Faut-il se retirer de la lutte en déclarant qu'il n'y a rien à faire dans ces assemblées, etc... ? Pas du tout ! Il faut faire, comme le font nos camarades belges, une large agitation, dresser les masses à cette occasion contre l'Etat bourgeois, menacer de démissionner pour faire appel aux électeurs, etc...

Dans tous les cas de cet ordre, la IV^e Internationale, qui ne néglige et ne négligera aucune possibilité de répandre son programme total, appuie sans réticence l'agitation créée par les intérêts démocratiques, même partiels et restreints, des masses exploitées. C'est ce qui la différencie du Bureau de Londres, pépinière d'associations sans masses ni programme et sans démocratie prolétarienne, ou les leaders, comme Maxton approuvent chaudement Chamberlain et Munich à la Chambre des Communes, tandis que les propagandistes expliquent qu'ils ne pénètrent les assemblées bourgeoises que pour faire connaître le programme socialiste. — V.

Remous dans l'Europe Centrale et les Balkans

Les nouvelles qui parviennent de l'Europe Centrale et de la Péninsule Balkanique annoncent des remous qui pourraient être les précurseurs de changements plus profonds dans la situation de cette partie du continent qui fut toujours le champ des luttes acharnées entre les grands impérialismes.

Ainsi en Hongrie, le gouvernement Imrédy, tout en continuant sa politique d'attachement à l'axe Rome-Berlin — dont une des dernières manifestations fut l'adhésion au pacte anti-Komintern — se voit obligé de répondre par des mesures exceptionnelles à l'agitation intensifiée dernièrement des nationaux socialistes hongrois, agitation qui tend à ouvrir la voie à la politique expansionniste de l'Allemagne hitlérienne.

En Yougoslavie, le gouvernement Stoyadinovitch démissionne et un gouvernement « d'union nationale » se forme sous la présidence de Dragutcha Tsetkovitch. Si dans le domaine intérieur, la chute de Stoyadinovitch, représentant de la bourgeoisie paléoslave est le résultat de la pression exercée par le renouveau du mouvement croate de Matchek, allié à l'opposition « libérale » serbe, dans le domaine extérieur elle marque un pas en avant de l'impérialisme anglo-français dans son effort de détacher la Yougoslavie de l'axe Rome-Berlin. Cet événement, comme aussi le remaniement du cabinet roumain, le voyage du roi Georges de Grèce à Londres et le voyage de Métaxas à Bucarest marquent une nouvelle activité des milieux diplomatiques de Londres et de Paris, désireux de renforcer leurs positions dans les Balkans et de s'assurer des nouveaux points d'appui contre la politique allemande de « Drang nach Osten » et contre les visées italiennes dans le bassin oriental de la Méditerranée. Cette activité diplomatique va d'ailleurs de pair avec une intensification des efforts pour le développement du commerce avec ces pays dont les marchés furent inondés dans les dernières années par les produits industriels de l'Allemagne et qui d'autre part, lui vendirent de grandes quantités de produits agricoles. Il est important de ce point de vue de souligner la présence ces jours derniers d'une délégation commerciale yougoslave à Paris.

Le point faible le plus délicat pour le qual d'Orsay et le Foreign Office est en ce moment la Bulgarie. Pour la

BELGIQUE

La lutte du Parti Socialiste Révolutionnaire avec la population ouvrière de Flénu

On sait que nos camarades du PSR de Belgique détiennent la majorité dans le conseil municipal de Flénu commune ouvrière du Borinage. C'est à eux que devait revenir le poste de maire (maire). Le gouvernement central ne l'entend pas de cette oreille, et a fait poser par écrit au camarade Dauge la question suivante : s'il était nommé maire, quelle serait son attitude envers les ouvriers occupant les usines, etc...

Dauge répondit par une lettre publiée dans la Lutte Ouvrière belge, indiquant qu'il serait en toute circonstance aux côtés des ouvriers occupant les usines, qu'il les aiderait au ravitaillement, à la défense, à la fraternisation avec la troupe, etc... Jusqu'à présent, aucun maire n'a été nommé.

Les stalinien, gênés par cette attitude révolutionnaire, qui a l'approbation de tous les travailleurs de la région, déclarent maintenant que nos amis du PSR ont fait cette réponse pour éviter d'être nommés et de prendre leurs responsabilités !...

Lors de la première réunion du Conseil municipal nouveau, nos camarades, avant les prestations de serment habituelles, lurent une déclaration qui fut communiquée à la presse, dans laquelle ils montraient « que la prestation de serment prouve qu'il n'y a pas de vraie liberté en régime stalinien, liste, que la constitution actuelle est la constitution d'un Etat machine, d'un Etat bourgeois, véritable machine à opprimer les ouvriers, et que la royauté est le digne support de ce régime. » Dans la société socialiste, concluent-ils, nous connaissons la véritable démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple et pour le peuple.

Stalinien et réformistes ont été bien embarrassés pour rendre compte de cette séance. Le Peuple, journal du P.O.B., c'est-à-dire de Spaak-Burgos et Cie s'est livré à ce propos aux injures les plus basses, dignes du fascisme, donnant une description de « Walter-le-divin, entouré d'une escorte, en majeure partie composée de femmes — selon les lois de sex-appeal des extrémistes politiques », etc...

Nos camarades belges marchent de l'avant, en répondant comme il convient aux canailleries réactionnaires. Dans la crise de l'Etat belge, si proche de celle qui secoue la France, ils luttent fidèlement sous le drapeau de la IV^e Internationale, gagnant les sympathies des masses opprimées. Nous leur envoyons notre salut fraternel à cette occasion.

détacher de Rome, ils se voient obligés à des concessions — bien sûr aux dépens de leurs « amis » balkaniques. Ainsi, il semble, que pendant le séjour du roi Georges de Grèce à Londres, ce qui fut surtout le sujet des discussions, c'est la revendication de la bourgeoisie bulgare pour une issue sur la mer Egée par le port de Dédéagatch, revendication qui d'ailleurs constitue un premier pas vers la conquête de la Thrace. Londres serait disposé à accorder à Sofia cette issue en échange du changement d'orientation en faveur de l'axe Paris-Londres. Quant au gouvernement Métaxas, pieds et poings liés à l'impérialisme anglais, il ne pourra que se soumettre ; mais il est probable qu'une pareille concession créera pour lui une grave situation intérieure en renforçant l'opposition surtout dans les milieux dirigeants de l'armée qui ne furent jamais favorables à sa dictature.

Point stratégique de premier ordre et clé des communications entre l'Europe et l'Orient, les Balkans furent toujours un volcan qui eut des éruptions excessivement brusques et violentes. Dans les cadres de la situation mondiale, telle qu'elle se développe après Munich, ils peuvent de nouveau devenir un facteur d'aggravation de la crise européenne.

C'est sur la base d'une pareille perspective qu'on doit voir dans les derniers remous, des éléments d'une crise balkanique en évolution.

IV^e INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le P. O. I.
Années 1937-1938
Collection complète. N° 1 à 15

400 pages sur deux colonnes, comprenant des dizaines d'articles sur tous les sujets importants du mouvement politique international.

Prix de la collection : 50 fr.
Ces collections sont en nombre limité, étant donné qu'un certain nombre de numéros sont complètement épuisés. Les commandes seront servies dans l'ordre d'arrivée.

C'est un recueil indispensable à tout marxiste et révolutionnaire.

Après la prise de Minorque

(Suite de la page 1)

De cet ensemble de faits on conclura que Burgos accepte l'aide de Londres pour se libérer de la tutelle italienne. Il serait pourtant faux d'en déduire que l'accord sera instantané. La bourgeoisie espagnole et les milieux franquistes entendent conserver leur indépendance vis-à-vis de Londres comme vis-à-vis de Rome ; sur le plan politique Franco n'entend certainement pas avoir travaillé pour les Bourbons. Dans ces conditions, après avoir accepté l'aide de l'Angleterre contre Mussolini, il est probable qu'il puissions aussi bien qu'entre les différents clans politiques et entre les classes un jeu de balancier extrêmement complexe, semblable à celui que jouent les différents gouvernements autoritaires de l'Europe Centrale et des Balkans.

Del Vayo pour le compromis.

Dans les phrases, le gouvernement républicain se déclare prêt à la résistance jusqu'au bout. Mais dans la réalité, il n'a pris aucune mesure économique, politique ou militaire pour organiser la résistance. Il semble attendre que Franco ait pu concentrer toutes ses forces sur le front du Centre pour passer à l'offensive. Du simple point de vue militaire, il se prépare de nouvelles défaites. Comment d'ailleurs le gouvernement préparait-il maintenant la résistance alors qu'il s'y est refusé, il y a trois semaines en Catalogne, dans une situation infiniment plus favorable. En janvier, le gouvernement s'est refusé à faire appel au prolétariat pour défendre Barcelone ; il n'avait pas confiance en lui, il se méfiait de lui. Son seul espoir était l'intervention de Gamelin-Bonnet. Aujourd'hui, Négrin-Del Vayo ne peut plus espérer cet appui, sinon pour leurs adversaires. Dans ces conditions, leur politique ne peut plus aboutir, logiquement, qu'à une conclusion : la capitulation. Après les démarches du Foreign Office, comment interpréter autrement la déclaration de Del Vayo : « continuer la lutte jusqu'à la réunion de conditions assurant l'indépendance du pays et la réconciliation des Espagnols, qui seront seuls maîtres de leur destin ». Il est certain que dans un pareil moment, une telle déclaration signifie l'acceptation de négociations avec Franco.

Il est cependant hors de doute que, dans l'état actuel des choses, Franco ne se montrera aucunement disposé à des concessions quelconques sur le terrain politique. La répression qu'il entame contre les « tchékas » et les patrouilles de contrôle ne laisse pas le moindre doute sur ce point. Si bien que la seule solution pour le gouvernement Négrin paraît être la capitulation sans gloire et le départ sur un navire militaire anglais. C'est seulement pour perdre leur honneur que les organisateurs de la défaite de Barcelone sont retournés à Madrid. Déjà le bruit circule que le général Miaja aurait demandé un passeport pour l'Afrique du Nord.

Quant à Rome, après la période de ses revendications énergiquement exprimées, elle se contente d'attaques rageuses et d'accusations morales contre Londres et Paris. Elle affirme que l'Italie n'abandonnera pas l'Espagne avant la victoire totale de Franco. Elle estime que Franco ne se soumettra pas au chantage de l'or. Mais en réalité, elle ne fait que traduire son impuissance. Pour qu'elle puisse à nouveau aller de l'avant, il lui faudrait un ferme appui de l'Allemagne. Il est vrai que l'antagonisme croissant entre Berlin et Londres-Paris en Europe Centrale peut rejeter Berlin à ses côtés. Mais il n'est pas non plus douteux que Berlin préfère laisser Rome défendre ses intérêts en Méditerranée et se désintéresse d'un conflit qui n'affecte pas directement les intérêts allemands et mette à profit cette période pour préparer une nouvelle offensive en Europe Centrale.

Rome baisse le ton.

Quant à Rome, après la période de ses revendications énergiquement exprimées, elle se contente d'attaques rageuses et d'accusations morales contre Londres et Paris. Elle affirme que l'Italie n'abandonnera pas l'Espagne avant la victoire totale de Franco. Elle estime que Franco ne se soumettra pas au chantage de l'or. Mais en réalité, elle ne fait que traduire son impuissance. Pour qu'elle puisse à nouveau aller de l'avant, il lui faudrait un ferme appui de l'Allemagne. Il est vrai que l'antagonisme croissant entre Berlin et Londres-Paris en Europe Centrale peut rejeter Berlin à ses côtés. Mais il n'est pas non plus douteux que Berlin préfère laisser Rome défendre ses intérêts en Méditerranée et se désintéresse d'un conflit qui n'affecte pas directement les intérêts allemands et mette à profit cette période pour préparer une nouvelle offensive en Europe Centrale.

La victoire de la droite : Bérard à Burgos.

Dès le 3 février, nous écrivions que le gouvernement français était prêt à envoyer un ambassadeur à Burgos, mais qu'il croyait nécessaire d'attendre que l'opinion publique y soit préparée pour en faire la déclaration officielle. Il semble qu'il y ait encore aujourd'hui des divergences dans le ministère entre Daladier-Bonnet d'une part et Mandel-Jean Zay d'autre part, c'est-à-dire entre les partisans du pacte à quatre et les partisans du bloc des démocraties. Mais comme il ne s'agit là que d'une discussion sur la meilleure façon de défendre les intérêts de l'impérialisme français, on s'en tirera encore une fois sans crise. Le Conseil des Ministres a décidé de reconnaître en droit le gouvernement de Burgos et de déléguer auprès de lui le très catholique et très réactionnaire Léon Bérard.

Ainsi depuis l'avantage qu'il a marqué à Minorque, l'impérialisme anglais dirige à son gré l'évolution de la situation diplomatique en Espagne. La liquidation de l'affaire apparaît comme devant se dérouler avec une régularité d'horloge. La politique qui consiste à faire confiance à Bonnet-Gamelin ou à Mandel-Jean Zay contre Daladier a conduit ainsi le prolétariat international comme le prolétariat espagnol, à l'impuissance en face du dernier acte de la guerre civile espagnole.

Avant le XVIII^e Congrès du Parti

Modification aux Statuts du Parti

L'un des points à l'ordre du jour du prochain congrès est la modification des statuts du parti. La presse soviétique du 1^{er} février a publié le rapport de A. Jdanov consacré à cette question et dont nous analyserons quelques paragraphes essentiels.

Jdanov accorde une attention particulière à la « démocratie » au sein du parti.

Le paragraphe 57 des statuts du parti indique : « Tout membre du parti possède le droit imprescriptible, découlant de la démocratie au sein du parti, de discuter librement et concrètement dans les divers organismes du parti ou le parti dans son ensemble, les questions de la politique du parti. »

Le C. C. du Parti, par la voix de Jdanov propose de compléter ce paragraphe par l'indication des « droits » suivants des membres du Parti :

- Droit de critiquer aux assemblées du parti n'importe lequel des militants du parti.
- Droit d'exiger d'être présent lors de toute discussion relative à leur activité ou à leur conduite.
- Droit de s'adresser au sujet de n'importe quelle question et avec n'importe quelle déclaration à toutes les instances du Parti, y compris le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S.

Retour à la démocratie ?

Que signifie ce brusque « démocratie » ?

Est-ce que les dirigeants stalinien veulent donner à ceux des membres du parti qui conçoivent leur activité autrement que comme celle de bien-ouï ou la possibilité de s'exprimer ? Est-ce qu'un souffle créateur nouveau va pouvoir aérer le Parti et la « dictature du prolétariat » touche-t-elle à sa fin ?

Nous savons ce qui est advenu à ceux qui ont pris au sérieux, depuis l'accession de Staline au pouvoir, le paragraphe des statuts sur la liberté de discussion politique au sein du parti. Il ferait beau voir un membre du parti faire appel aux paragraphes complémentaires proposés maintenant contre la pression de tous les mécanismes du parti et de l'Etat !

Il semble cependant que la modification des statuts du parti est appelée quand même à marquer une modification dans la politique de Staline.

Après l'assassinat des cadres révolutionnaires...

Pendant deux ans et demi l'appareil du parti et de l'Etat en U.R.S.S. a été bouleversé de fond en comble par une « épuration » dont l'histoire connaît peu d'exemples. Cette épuration répondait à des dangers réels pour la dictature stalinienne. Le caractère catastrophique de la politique de Staline avait fini par apparaître dans toute sa netteté. Caractère catastrophique sur le plan intérieur par la congélation de tout esprit créateur et le lent sabotage des conquêtes d'octobre qui en était le produit au profit d'une minorité de privilégiés. Caractère catastrophique sur le plan international par la liquidation des objectifs révolutionnaires du Comintern et la trahison du prolétariat international. Devant les résultats de cette politique l'opposition au régime semble avoir pénétré les couches les plus diverses du Parti, de l'Armée Rouge de l'appareil d'Etat (les généraux par exemple). Dans certains cas cette opposition en était arrivée à des formes précises d'organisation. Il ne pouvait plus être question cette fois d'ouvrir une soupape aux opposants.

Pour sauver son pouvoir Staline n'avait plus qu'à faire fonctionner à plein rendement la machine de la terreur.

Ce faisant Staline supprimait de la vie active (et pour les opposants ou candidats-opposants les plus dangereux, de la vie tout court) une avant-garde capable d'action pour le rétablissement du régime né d'octobre. Mais cela ne lui suffisait pas. Il fallait immuniser le parti une fois pour toutes contre toute velléité d'opposition. C'est pourquoi Staline et ses subordonnés ont voulu présenter tous les hommes qui ne suivraient pas rigoureusement sa ligne générale comme des agents de la Gestapo ou de l'Intelligence Service. Etaient classés comme tels les individus les moins importants suspects aux fonctionnaires du Parti ou à l'N.C.V.D. (l'ancien Guépéou).

... il faut maintenant des cadres stalinien

Après deux ans et demi d'épuration et de calomnies Staline escompte que le parti est immunisé contre l'opposition. Les cadres dirigeants du parti ont été reconstitués avec des hommes nouveaux. Notons ici une autre des modifications proposées aux statuts du parti :

- Afin de créer les conditions nécessaires pour affecter un travail dirigeant dans le parti de nouveaux cadres de militants, établir les stades suivants :
a) Pour les secrétaires des comités régionaux et des C.C. des partis communistes des républiques soviétiques : 5 ans de parti au lieu de 12 ans.
b) Pour les secrétaires de comités de ville : 3 ans au lieu de 10 ans.
c) Pour les secrétaires de rayon : 3 ans au lieu de 7 ans.
d) Pour les secrétaires d'organisations de base : 1 an au lieu de 3 ans.

Ceci est une mesure de plus de la part de Staline pour obtenir un appareil formé de gens éduqués dans l'adoration du « Chef des Peuples » et ne connaissant la tradition d'octobre que par la mythologie dont nous parlions dans le dernier numéro de la « Lutte ». Nous disons que la « démocratisation » annoncée par les modifications aux statuts du Parti semble marquer une modification de la politique de Staline. En effet, l'ère de « l'épuration » semble close. On réhabilite maintenant quelques milliers de membres du parti chassés avec trop de hâte et on juge quelques policiers et fonctionnaires qui s'étaient fait du chantage une lucrative source de revenus (au lieu d'exécuter simplement les ordres de Jeïov).

Le sinistre Jeïov vaque paisiblement aux destinées de la flotte marchande de l'U.R.S.S. Staline pense que l'immunisation du Parti contre toute velléité d'opposition tablant sur une apparente consolidation du régime est acquise. Pourquoi ne pas accorder le « droit de critique » à des hommes qui sans doute ne penseront même pas à l'utiliser ? La pause accordée aux peuples de l'U.R.S.S. ne servira qu'à grandir le prestige du dictateur et fera peut-être oublier le mauvais effet d'une Constitution elle aussi pleine de « démocratie », mais trop ouvertement violée le lendemain même de sa promulgation.

Le N° 14-15 de QUATRIÈME INTERNATIONALE est paru

Tous les lecteurs de « Quatrième Internationale », attendaient avec intérêt la parution du n° 14-15 de notre revue, qui clôt l'année 1938.

Ce numéro double (3 francs) contient une série d'articles importants. D'abord une étude d'ensemble sur les conditions de la préparation de la grève générale du 30 novembre, par J. Boffet, dans lequel sont analysés en détail les répercussions des décrets-lois et la trahison des chefs de la C.G.T.

Puis une étude documentée de Taret sur l'économie soviétique en 1938, qui fait ressortir la crise de la production, et surtout la crise du régime du travail. D'autre part, la revue publie un article important de Trotsky sur les défaites totalitaires, c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne qui joue un rôle défaitiste vis-à-vis de la défense de l'U.R.S.S. par sa politique contre les cadres de l'armée. Dans ce même numéro se trouvent deux longues lettres de notre camarade Trotsky sur la mort de Léon Sédo, adressées au juge d'instruction, et dont les questions restent jusqu'ici sans réponse.

« Quatrième Internationale » reproduit le manifeste de D. Rivera et A. Breton : Pour un art révolutionnaire indépendant, puis donne le texte du discours prononcé par Breton en novembre : Visite à Léon Trotsky.

Avec un retard dont nous nous excusons, paraît aussi l'article d'Elsa Reiss, consacré à la mémoire d'Ignaz Reiss (Ludwig), assassiné en septembre 1937 par la Guépéou, près de Lausanne, parce qu'il avait donné son adhésion éclatante à la IV^e Internationale.

La rubrique « Dans l'Internationale », contient une discussion entre Mateo Fossa, leader syndical argentin et Trotsky, ainsi qu'un article sur les problèmes de la construction du parti en Indochine. La rubrique des livres rend compte d'une série de brochures.

Abonnements :
France : 1 an, 25 fr. ; 6 mois, 12 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois, 20 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-30, Paris, 15, passage Dubail, Paris (10^e).

LE PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE

Compte rendu et documents adoptés par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938).

Une forte brochure : 5 francs.
Publications Populaires.

Une brochure à répandre éditée par les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune
Prix : 1 fr.
Commandes aux Publications Populaires

LA POLITIQUE SYNDICALE

Le bilan de Paul Reynaud

Relèvement de la production

Baisse de la condition ouvrière

LA SOLUTION :

délégués, à la lutte !

La presse fait grand état, dans les journaux de Wendel, Finaly, La Rocque et Daladier, du relèvement de la production dans les derniers mois de 1938.

Ces messieurs en concluent que les décrets-lois ont eu un effet « bienfaisant ».

L'indice général de la production industrielle est passé de 81 en juillet à 86 en novembre. Pour la métallurgie, on passe de 57 à 74. Pour les mines de 92 à 96. Pour le textile de 83 à 87. Pour les automobiles de 89 à 100, pour l'industrie chimique, de 97 à 104.

Vraiment, il n'y a pas là de quoi pousser des cris de victoire !

En réalité, ces chiffres sont obtenus presque exclusivement par l'exécution de commandes pour la guerre, où la constitution des stocks va bon train.

Si bien que la crise continue par un appauvrissement de la condition des ouvriers, une hausse du coût de la vie, et une baisse des salaires réels...

Voilà pourquoi Daladier et Blum ne sont pas rassurés par les rododendres de Paul Reynaud, et voilà pourquoi ils préparent à tour de bras « l'Union Nationale », la collaboration de classes et le reste.

Notre parti a montré sans relâche, dans ces conditions, les travailleurs français subiraient fatalement — à défaut de guerre — un régime analogue à celui d'Hitler et de Mussolini, s'ils ne s'engageaient pas résolument dans la voie d'un barrage à l'offensive capitaliste qui se développe sous le couvert de la défense nationale.

Actuellement, le secteur le plus important de la lutte est celui des délégués ouvriers.

Depuis juin 36, le P.O.I. n'a cessé de montrer l'importance prédominante du réseau des délégués ouvriers, imposés par la grève générale. Comme représentants de leurs camarades de classe en lutte, ils devaient être l'armature de la lutte socialiste, des comités de masse. Comme agents (inconscients ou non) de la collaboration de classe, ils pouvaient devenir les démoralisateurs, les freins de la lutte, voire, dans certains cas, des agents du patronat, à travers ses partis divers.

Or, l'échec de la grève générale du 30, voulu et préparé par Jouhaux et Frachon, a permis au patronat et au gouvernement d'instaurer un régime de terreur envers les délégués, de chasser tous les hommes dévoués aux ouvriers, et de tenter de faire désigner de souples « conciliateurs ».

Cette opération a partiellement réussi. Partiellement seulement.

Mais il est temps de jeter l'alarme !

Notre parti, qui a souligné sans relâche depuis juin 36, l'importance de l'évolution des délégués, indique encore la tâche du jour : obliger les délégués à la lutte, et non à la collaboration.

Avec la lutte, ils seront les cadres de la révolution socialiste libératrice. Avec la collaboration, ils seront les introducteurs, peut-être naïfs, de l'esclavage patronal, militaire et fasciste.

Délégués, à la lutte !

A MARSEILLE

Pivert reprend le programme de Blum

Dimanche 5 février, le P.S.O.P. a tenu à Marseille une réunion publique avec le camarade Marceau Pivert, sur la guerre et le fascisme.

Pivert, après avoir dénoncé la trahison de la 2^e et de la 3^e Internationales, la faillite du Front Populaire et leur politique de collaboration de classe, procède à la nécessité du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire, avec une politique de lutte de classe, pour mener le prolétariat à la prise du pouvoir par la Révolution.

Il va sans dire que nous sommes d'accord avec cette ligne générale. Mais, ça et là, paraissent dans le discours du camarade Pivert, des points de vue avec lesquels nous sommes en désaccord.

C'est ainsi qu'il approuve pleinement la politique du P.O.O.M. qu'il appelle le parti-frère du P.S.O.P. Or, le P.O.U.M. qui n'a en juillet 36, l'existence de la dualité de pouvoir en Catalogne (tout le pouvoir, disait-il, étant dans les mains des organisations ouvrières et des comités ouvriers) collabora au gouvernement bourgeois en septembre 36 (André Nin, ministre de la justice). Et c'est pendant la collaboration du P.O.U.M. à ce gouvernement que furent dissous les comités ouvriers et que furent prises des sanctions jugées de prolonger leur existence illégales dictées contre ceux qui essaieraient de résister.

Plus loin, Pivert défend une thèse de « exercer » le pouvoir avant de « conquérir » le pouvoir au nom de la classe prolétarienne. Un parti, peut-il exercer le pouvoir au nom du prolétariat, dans le cadre du parlementarisme bourgeois, avant d'entraîner le prolétariat à la prise réelle du pouvoir, en brisant l'Etat bourgeois.

A un de nos camarades du P.O.I. qui s'oppose à ce point de vue, il répond : Que vous le vouliez ou non, c'est un fait. Léon Blum et son ministre ont exercé le pouvoir au nom de la classe ouvrière. Du reste, ajoute-t-il, l'exercice du pouvoir avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière, est une tactique juste parce qu'elle permet de neutraliser l'appareil répressif de l'Etat.

Nous répondons au camarade M. Pivert : Un parti révolutionnaire ne peut exercer le pouvoir dans le cadre du parlementarisme bourgeois ; si un parti révolutionnaire pouvait conquérir le pouvoir par le bulletin de vote, la bourgeoisie déclencherait elle-même la guerre civile.

Si les ministres S.F.I.O. ont exercé le pouvoir, c'est qu'ils n'étaient pas révolutionnaires ; c'est que le parti socialiste S.F.I.O. faisait le jeu de la bourgeoisie en lui permettant de freiner puis de bloquer la montée révolutionnaire des masses. Si la police et l'appareil d'Etat ont été un moment neutralisés, ce n'est ni par Blum, ni par Salengro qui voulait faire éva-

cuer les usines par la garde mobile, mais par l'action directe des travailleurs.

En Russie Kerensky a exercé le pouvoir au nom de la petite bourgeoisie et d'une grande partie du prolétariat parce qu'il trahissait la Révolution. Les bolcheviks ne pouvaient pas exercer le pouvoir dans le cadre d'un gouvernement bourgeois parce qu'ils luttaient pour les intérêts du prolétariat. Kerensky n'a pas essayé de neutraliser l'appareil d'Etat dont il se servait contre les révolutionnaires.

Mais les soviets et l'agitation révolutionnaire des bolcheviks ont neutralisé cet appareil d'Etat qu'ils ont fini par briser ; les bolcheviks ont conquis le pouvoir par la violence, malgré Kerensky.

En France, il n'y avait pas de parti révolutionnaire en 36 pour profiter de l'expérience réformatrice, et c'est pourquoi la bourgeoisie après s'être servi du gouvernement Blum a pu le balayer et après s'être servi du F.P. est passé à l'offensive contre les ouvriers.

Quand la bourgeoisie permet à un parti d'exercer le pouvoir au nom des ouvriers, c'est que ce parti trahit les ouvriers.

Peut-être Pivert veut-il justifier ses erreurs passées, son attitude au début de la non intervention, et le rôle qu'il a joué dans l'Etat-Major de Léon Blum au sein d'un gouvernement de collaboration de classe. Peut-être voudrait-il nous faire croire qu'à ce moment-là le gouvernement Blum pouvait servir la cause du prolétariat français et qu'il aurait pu remettre le pouvoir dans les mains du prolétariat, en suivant ses bons conseils à lui Marceau Pivert.

Nous préférons qu'il tire les conclusions des erreurs commises tant par la gauche révolutionnaire que par le P.O.U.M. en Espagne, ou par son propre parti lors de la crise de septembre, au travers de larges discussions avec les éléments de l'avant-garde du prolétariat français.

C'est sur de telles bases politiques, qu'on pourra regrouper les militants d'avant-garde en un parti révolutionnaire, capable de mener à la victoire le prolétariat français.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Un nouveau pas vers

la préparation à la guerre :

La S.N.C.F. prend de nouvelles mesures pour militariser les cheminots

Vous avez lu, lors de la publication des décrets-lois Reynaud du 12 novembre 1938, que le gouvernement se proposait d'instaurer pour les cheminots un règlement analogue à celui qui régit Goring et fait pour les ouvriers allemands. Il s'agit « d'autoriser » la S.N.C.F. à déplacer des cheminots vers les usines de défense nationale contre leur gré, aboutissant à :

- 1° A réduire ces cheminots à la condition de main-d'œuvre au rabais en concurrence avec les métallos ;
- 2° A supprimer toute velléité de défense contre l'exploiteur capitaliste ;
- 3° A supprimer le bénéfice du mariage statut acquis après des années et des années de luttes de cette corporation ;
- 4° A instaurer une militarisation complète d'une fraction importante des cheminots.

L'arbitraire capitaliste

Analysons l'ordre général N° 22 daté du 30 janvier 1939.

L'article premier stipule d'abord que cet échange de personnel se fera de gré ou d'office, mais entre les compagnies intéressées et la S.N.C.F. Pas de contrôle, le cheminot est à la discrétion absolue du « gang » capitaliste. On pourra ainsi aller jusqu'à 20 % du personnel.

Salaires : travail au rabais.

L'article 2 dit que le cheminot ainsi déplacé reste cheminot, c'est-à-dire qu'il continue à recevoir le salaire dérisoire de sa fonction antérieure augmentée de la moitié de la différence avec le salaire de sa fonction actuelle, bien inférieur à celui conquis de haute lutte par les métallos. Bien plus, l'avancement du cheminot à l'ancienneté continue, lors de son travail dans l'usine, mais, du point de vue salaire, il ne gagnera pas un sou de plus à la date de l'avancement, car « cette mesure n'aura effet qu'au regard de la S.N.C.F. ». Il faudra attendre le retour à la S.N.C.F. pour y avoir droit !.

Sabotage de la Convention collective.

L'article 3 stipule froidement que tout ce qui, dans la convention collective, est contraire à ce règlement est simplement abrogé.

Ce qui est pire, c'est que les cheminots devront travailler dans des conditions de salaire réduites dans les usines dont l'embauche et les salaires sont réglés par une autre convention (métallurgie) et ainsi, par ricochet, est mise en pièces la convention de la métallurgie.

En effet, les patrons ont à leur disposition de la main-d'œuvre qu'ils peuvent payer bien moins cher que les métallos et ainsi une pression est exercée indirectement sur les métallos chômeurs pour qu'ils sollicitent l'embauche dans les conditions du cheminot... et l'action syndicale est battue en brèche.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

- La révolution trahie (1937) . 18 »
- L'Internationale communiste après Lénine (1928) . 24 »
- La Révolution Permanente . 24 »
- La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov . 3 »
- Où va la France ? . 7 50
- La seule Voie (1932) . 2 »
- Problèmes de la Révolution allemande (1931) . 2 50
- Vie de Lénine (T. I) . 16 »
- La leçon de l'Espagne, dernier avertissement . 1 »
- Les Crimes de Staline . 20 »

Wullens-Rosmer-Serge :

- L'assassinat de Reiss . 7 »
- D. Guérin. Fascisme et grand capital . 1 »
- J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ? . 1 »
- J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917 . 2 »
- Lénine. Le krach de la II^e Internationale . 4 »
- Lénine. L'Etat et la Révolution . 4 50
- Lénine. K. Marx et sa doctrine . 2 50
- Marx et Engels. Manifeste communiste . 2 »
- Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C. . 20 »
- A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre . 36 »
- C. Naville. A. Gide et le Communisme . 5 »
- L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou . 1 »

Le jour où il plait à une société de congédier son « cheminot » ou à la S.N.C.F. de le reprendre, la chose se fait bureaucratiquement. L'intéressé n'a rien à dire. Les habitudes prises, le nouveau milieu — baliverne que tout ça ! Trois semaines de préavis : rompez ! Un jour de retard pour la réponse et tu es « démissionnaire » !

Un comble de canaillerie !

La S.N.C.F. ne reprend les cheminots que dans la mesure où il y a un emploi vacant si ces cheminots ont été « congédiés pour mauvaise qualité de service ». Voilà des méthodes de basse police mêlées à la canaillerie la plus arbitraire. On pourra même le congédier en cas de « faute grave » dans l'année qui suit !

Voilà. Inutile d'allonger des commentaires. Il faut que les cheminots voient le danger de provocation fasciste que ce torchon de la S.N.C.F. leur prépare ! Il faut mettre à bas cette saloperie et au plus vite !

Cheminots ! Il faut remonter le courant issu de la défaite du 30 novembre ! Il faut revenir à la lutte décidée contre notre militarisation ! Il faut constituer des cercles syndicalistes « Lutte de Classe » et pousser nos syndicats à l'action !

Belgodère.

Nous reviendrons sur la question des nouveaux horaires à notre prochain numéro.

Nouvelles condamnations de militants

Les camarades Duvernet et Jourdain du Cercle syndicaliste Lutte de Classe, poursuivis pour des articles parus dans le numéro de fin septembre du « Réveil Syndicaliste », viennent de subir une condamnation à quatre mois fermes d'emprisonnement dans les geôles « républicaines ».

La justice de classe s'abat impitoyablement sur tous les militants révolutionnaires pour qui les « travailleurs n'ont pas de patrie ». Ils osent l'écrire, le dire, le crier... ils provoquent d'après ces messieurs les juges bourgeois, les militaires à la désobéissance « au moment où le pays a besoin de tous ses défenseurs ».

Avec les camarades Duvernet et Jourdain, nous marquons notre solidarité entière contre la répression qui les frappe au même titre que les bolcheviks-léninistes.

La Lutte Ouvrière dénonce, avec le Réveil Syndicaliste, ce jugement de classe.

Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses . 0 50
Que veut le P.O.I. ? . 1 »
(par 10 exemplaires) . 8 »
D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.

P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.
M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.

K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.
Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail.

LISEZ

La leçon de l'Espagne

dernier avertissement

par

Léon TROTSKY

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

Un triste bilan

Un ouvrier de chez Lioré-Olivier écrit à la "Lutte Ouvrière"

Nous publions ci-dessous une lettre d'un camarade de chez Lioré-Olivier qui dénonce la politique de trahison des dirigeants de la Fédération des Métaux et qui insiste sur la nécessité pour les ouvriers de prendre eux-mêmes la direction de leurs luttes. Mais c'est au syndicat exclusivement qu'il veut voir confier cette tâche. C'est trop ou trop peu : même dans la Métallurgie les syndicats, à l'heure actuelle, ne groupent plus qu'une partie, parfois qu'une minorité de la classe ouvrière. La tâche de grouper tous les ouvriers revient ainsi aux comités d'entreprise. Mais en même temps la situation impose à la classe ouvrière une tâche grandiose : réorganiser la production, grouper derrière elle les masses laborieuses, non prolétariennes, instaurer son pouvoir et le défendre contre la contre-révolution ; tâches que l'Etat des comités ne peut mener à bien que sous la direction d'un parti. Nous reviendrons sur cette discussion dans une série d'articles sur les relations entre parti, syndicats et comités.

unanimité de vote en faveur du nouveau gouvernement. Ils firent ainsi passer une intrigue politique avant la solidarité syndicale, l'un des principaux facteurs de la grève.

Quelques jours après, ces mêmes messieurs signèrent avec les patrons et l'arbitre gouvernemental le contrat collectif, où fut incorporée la fameuse sentence Jacomet qui devait constituer l'instrument décisif de la contre-attaque capitaliste. Quel était le mobile de cette sentence ? Ouvrir une large fissure dans les 40 heures. Elle fut un sujet de discorde au sein de l'organisation syndicale, tantôt admise, tantôt rejetée par les mêmes hommes — Loeffel et Cie, dirigeants de la Fédération à Argenteuil, qui imposaient leurs variations aux délégués d'entreprises et, par là, aux ouvriers et techniciens des usines.

Ces ballottements n'étaient pas faits pour maintenir l'unité et la combativité syndicales. Beaucoup de découragement se faisait sentir, marqué par le nombre toujours décroissant des ouvriers qui assistaient aux assemblées générales ou de sections.

La grève

du 30 Novembre

Cet état de choses alla s'aggravant jusqu'au déclenchement de la grève générale du 30 novembre. Malgré toutes ses fautes, cette grève marqua un allant magnifique de la part du personnel ouvrier. Autant d'allant qu'il était nécessaire de la part des employés et techniciens. I n'en fut malheureusement pas ainsi. Pourtant, pendant 10 jours, tout le personnel en grève, excepté quelques défections individuelles, fit bonne tenue dans la lutte. Quelques jours de persévérance de plus auraient été efficaces. L'issue de la grève en fut été changée. De nombreux camarades, encore aujourd'hui victimes de la haine et de l'inhumanité gouvernementale et patronale, auraient été maintenus dans leurs places à l'usine.

Il faut savoir tirer de ces tristes événements la leçon pour l'avenir. On ne fabrique pas des syndicats avec des cartes syndicales, comme on a fait en juin 36. De cette manière on acquiert le nombre, mais pas toujours la qualité. Etre délégué ne signifie pas être d'une essence supérieure. Même si ce n'était, n'oublions pas que le délégué n'est que le représentant de la collectivité, son porte-parole ou son avocat. Mais nous ne sommes pas un chef nanti de quelque autorité. Instruire vaut mieux que gouverner. Si chaque individu représentait une force, c'est-à-dire avait conscience de son état de salarié, et par ce fait même, d'exploité, sa résistance dans un conflit en serait accrue. Il serait moins accessible aux manœuvres de division patronales. Il aurait une compréhension plus grande de la solidarité syndicale. Solidarité toujours mal comprise même par les responsables syndicaux. Aussi solidarité inefficace.

Nous en avons eu un exemple à Argenteuil pour la grève. L'usine Lorraine, appartenant à la même Fédération a cru bon de reprendre le travail, en vertu de l'accord intervenu, alors que sa place continuait d'être, par solidarité, dans la lutte, avec les usines sœurs travaillant, elles aussi, pour l'aéronautique, ce qui eût peut-être abrégé la grève. La solidarité dans la lutte est plus efficace que la solidarité financière. L'usine est une force qui, bien unie, sera toujours victorieuse. L'autre est un soutien, qui n'empêche pas l'échec.

Il faut aussi ôter aux salariés cet esprit « ouvrieriste » ou « technicien » qui crée une barrière entre l'ouvrier et l'employé. Ainsi l'un et l'autre, convaincus que leurs intérêts sont liés, les défendraient ensemble.

Que signifient, sur le terrain de l'entreprise, ces deux termes : collaborateurs, ouvriers ? C'est établir une distinction injustifiée. L'un et l'autre sont salariés. Tant que cet esprit de caste subsistera, tant que l'employé se sentira flétri d'être appelé « collaborateur » (ne sentant pas toute l'hypocrisie patronale que contient ce terme), il y aura un ferment d'échec dans tout conflit entre ouvriers et patrons.

De même, plus les responsables fédéraux resteront fidèles à la doctrine syndicale, plus ils seront écoutés, et suivis. Il n'en sera jamais ainsi, quand ils iront chercher leurs directives auprès de partis politiques.

Action syndicale et action politique peuvent travailler à une même œuvre en coordonnant leurs efforts, mais non pas en se subordonnant l'une à l'autre.

ROFA.

S. I. P.

Abonnez-vous au SERVICE D'INFORMATION ET DE PRESSE édité par le Secrétariat de la IV^e Internationale.

Le numéro, 1 fr. — Abonnement : 1 an, 25 fr. ; 6 mois, 13 fr.

Le « S. I. P. » donne des informations régulières sur le mouvement de la IV^e Internationale. Il n'est pas mis en vente dans les librairies, mais seulement envoyé aux abonnés.

Correspondance : Librairie du Travail, S.I.P., 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10^e.

Faire les versements au compte chèque postal de La Lutte ouvrière.

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

La porte s'ouvre. Quelle surprise et aussi, quelle joie ! On vit des instants d'émotion que notre plume ne peut rendre que difficilement. On s'embrasse. On n'en croit pas ses yeux. On entend la voix féminine de notre camarade D... « Un vrai revenant, celui-là ! ».

Notre camarade et ami Casanova, après 27 mois de séjour en Espagne, nous revient.

Jeune, mais déjà vieux militant du mouvement ouvrier, militant de l'Internationale Communiste, quand celle-ci était encore une Internationale Révolutionnaire, membre depuis sept ans de nos organisations internationales et françaises, responsable, depuis l'arrestation de nos camarades Munis et Carlini, de notre centre dirigeant à Barcelone, de notre section pour l'Espagne, il est une vieille connaissance.

Ces 27 mois en Espagne, il les a vécus en vrai luttant du prolétariat. Combattant du front d'Aragon, il accordait ses actes avec ses idées. Revenu ensuite à l'arrière il administra plusieurs collectivités agricoles et enfin, pendant les derniers huit mois, occupa un poste important à Barcelone, dans l'industrie de guerre. Evidemment, il n'a pas passé son temps en Espagne, comme d'autres, roulant, dans les voitures, contemplant les paysages et la vie à travers les vitres du wagon-restaurant. Il n'a accédé à aucune distinction et il n'est pas non plus monté sur l'échelle hiérarchique de la bureaucratie, mais sa voix de militant qui a vraiment vécu les événements, mêlé aux ouvriers catalans au front, sur les barricades de mai et à l'usine, présente un gros intérêt pour les lecteurs de « La Lutte Ouvrière », parce que c'est une voix expérimentée et vraie.

Le tragique exode

— Comment as-tu pu passer ? demandons-nous.

— Ah ! Oui ! Ce n'était pas tout à fait facile et cela ne ressemblait pas du tout à un voyage de luxe, répond notre ami, à qui, malgré la fatigue, la bonne humeur ne fait pas défaut.

Il nous raconte ses aventures pittoresques et ajoute : « La frontière française est gardée militairement par les gendarmes et les Sénégalais qui ignorent le français. On ne laissait même pas passer des Français s'ils n'étaient pas munis d'un passeport régulier. Quant aux Espagnols, on laissait pendant quelques heures de la journée, passer des femmes, des enfants et des blessés. Les autres étaient refoulés sans pitié ».

Notre camarade qui a fait la centaine de kilomètres qui le séparaient de la frontière en partie en autobus, en partie à pied, joute : « Le spectacle que j'ai vu sur les routes qui menaient jusqu'à la frontière était horrible. Cet exode précipité des femmes, parfois enceintes, des enfants, des blessés, parfois amputés d'une jambe qui, en vain, essayaient d'arrêter une voiture, des blessés qu'on évacuait en vitesse des hôpitaux dans les endroits menacés par l'avance fasciste, cet exode à pied des hommes, femmes et enfants épuisés fut un spectacle qui nous faisait frémir ! Pourtant on ne s'émotionne pas facilement après tout ce qu'on a vu en Espagne. Evidemment, le départ fut effectué dans d'autres conditions par MM. les ministres, députés, bureaucrates, hauts fonctionnaires, etc., qui roulaient déjà depuis lundi 23 janvier (trois jours avant la rentrée de Franco à Barcelone) dans les voitures luxueuses en direction de Cerbère et du Perthus. On avait ainsi en contemplant sur la route ces deux moyens de locomotion, une démonstration tangible de la division des classes à l'intérieur du Front populaire : les bourgeois de gauche et les bureaucrates embourgeoisés d'un côté, roulent dans les belles limousines, ou dans le pire des cas dans les petits Citroën, de l'autre côté les ouvriers les paysans et avec eux des militants du rang qui marchaient à pied. On assistait à des scènes tragiques d'adieu entre ceux qui partent et ceux qui par suite de liens de famille sont obligés de rester, ces moments d'hésitation, des décisions rapides et précipitées et tout cela sous la menace continue de l'aviation fasciste qui bombardait constamment la route et parfois même la mitrillait. Il fallait parfois s'arrêter au cours du chemin, se cacher derrière un fossé, se coucher sur la route, ou chercher un refuge dans le champs voisin, passer des nuits blanches n'ayant aucune information sur l'état du front et sur la rapidité de l'avance fasciste, tout cela au milieu d'une panique générale, d'un désarroi et d'une désorganisation sans précédents. Il n'y avait plus de presse depuis mardi (1), la radio ne fonctionnait pas et nous avons vécu jusqu'au dernier moment dans l'espoir d'une résistance ferme aux fascistes. Notre désorientation du dernier moment, tu la comprendras ».

Le récit de notre camarade, dont nous ne donnons que des extraits, nous émeut, nous plonge dans la tristesse en pensant à cette tragédie du prolétariat espagnol et nous fait nous attendre sur le sort de toutes ces victimes de la « non-intervention ». Cet attendrissement s'étend parfois même sur notre interlocuteur qui a vécu la tragédie de nos frères d'Espagne. Notre camarade est visiblement gêné par cet attendrissement et, avec force, ajoute :

— Oh ! Je ne rentre pas « désenchanté » de l'Espagne ! En revenant désenchanté et « désenchanté » les volontaires staliniens par exemple, qui sont partis avec des idées fausses, qui ne comprenaient pas le sens des événements et que la direction communiste a maintenus dans l'ignorance. Quant à notre organisation internationale et à notre section espagnole, elles ont bien prévu les conséquences logiques de la criminelle politique du Front populaire qui ouvrait les portes à Franco.

La tragédie espagnole, c'est un crime de plus sur le compte de la bureaucratie stalinienne qui a écrasé le mouvement révolutionnaire, assassiné ses meilleurs combattants, démolir par sa basse politique de platitude envers le capitalisme international dit démocratique l'héroïque prolétariat de ce pays. Mais ce crime est un enseignement, payé cher, c'est vrai, dont profiteront les ouvriers des autres pays, en premier lieu le prolétariat français.

Pourquoi Barcelone a été cédée sans combat ?

— Précisément, disons-nous, les ouvriers français ont été surpris d'apprendre la prise de Barcelone, alors que les autorités militaires annonçaient une résistance à mort.

— Je comprends votre surprise, elle fut aussi la mienne. Nous tous, les ex-volontaires qui attendions notre rapatriement et aussi tous les militants, nous étions tragiquement étonnés de la facilité avec laquelle se poursuivait l'avance fasciste en direction de Barcelone. Certes, nous ne nous faisons pas d'illusion et nous nous rendions parfaitement compte du tragique de la situation, mais nous nous attendions quand même à une résistance acharnée devant Barcelone et carressions au fond de nous-mêmes l'espoir que l'héroïque Barcelone serait un second Madrid. Tant qu'une position n'est pas prise par l'ennemi, un révolutionnaire n'a pas le droit de le considérer comme perdue. Dans un article : « Peut-on éviter la débâcle », écrit cinq jours avant la prise de Barcelone, et qui malheureusement ne vous est pas parvenu, je développais le plan d'action et le plan de sauvetage de Barcelone et de la révolution. Je définissais à peu près ainsi les opinions et les mots d'ordre des bolcheviks : « Barcelone, disais-je, peut être sauvée. La région la plus

Notre camarade Casanova raconte pour nos lecteurs les derniers jours de Barcelone

industrielle d'Espagne, la province de Barcelone (2) avec ses citadelles industrielles de Manresa, Sabadell, Tarrasa, n'est pas encore dans les mains des fascistes. Elle ne le sera pas. Il faut fortifier Barcelone et le transformer en une forteresse imprenable. Pour les travaux de fortification, ne manquent pas à Barcelone les spéculateurs et les embusqués. Il est temps qu'ils manient les pioches ! « Résistir ! » (Résister) tel est le mot d'ordre de notre Munis enfoncé sous la crapuleuse accusation d'assassinat, depuis un an à Modelo, Carcel del Estado, et dernièrement à Montjuich. Résister, comme résistait Garcia Moreno (3). Mais notre mot d'ordre « Résistir » se différencie de celui de Negrin. Pour pouvoir résister, il faut que la classe ouvrière lève la tête, qu'elle reprenne confiance en soi-même, qu'elle constitue ses Comités de Salut de la Révolution et ses organismes indépendants du pouvoir étatique bourgeois comme le 19 juillet 1936, mais pour aller plus loin. Tel était — continue notre interlocuteur — l'état d'esprit de nos camarades espagnols quelques jours avant la prise de Barcelone.

Certes, la situation était critique. Les fascistes avançaient parfois de 15 à 20 kilomètres par jour. Les positions stratégiques d'importance capitale étaient systématiquement cédées presque sans combat, comme les fortifications construites pendant 8 mois autour de Balaguer, celles du Sègre, l'importante position de Las Borges Blancas dont la prise par les fascistes a permis leur marche vers la mer et l'encercllement de Tarragona, et, au dernier moment, la chaîne des montagnes autour de Igualada dont la prise ouvrait déjà la voie vers Barcelone. On assistait à la répétition de la catastrophe du mois de mars sur le front d'Aragon, mais à une échelle plus grande encore : les trahisons dans le haut commandement le passage à l'ennemi avec les plans de défense et les passages aussi de corps entiers de carabiniers (4) aux fascistes. Mais restait Barcelone. Du côté de la mer, il y avait encore les monts de Saraf qui pouvaient constituer une ligne de résistance. Quant aux routes centrales qui mènent à Barcelone, une qui vient de Villafranca de Padriès et l'autre de Igualada et qui se joignent à une vingtaine de kilomètres de Barcelone, elles traversent une plaine. Mais même en cas d'approche des fascistes jusqu'à la ville restait encore les montagnes qui entourent la capitale catalane. Barcelone est entourée de Montjuich et de Tibidabo. On pouvait fortifier ces collines et faire d'elles une ligne de défense aux portes même de la ville.

— On disait pourtant que Barcelone était, du point de vue stratégique, indéfendable ? interrompons-nous.

— C'est un mensonge. Certes, on peut plus facilement défendre Barcelone devant la chaîne des montagnes près de Igualada ou près des monts de Saraf qu'aux portes de la ville même. Mais elle est plus défendable que Madrid par exemple. Ni la supériorité d'armement incontestable des fascistes (résultat de la passivité du prolétariat international endormi par la politique du Front Populaire), ni les raisons stratégiques ne suffisent à expliquer la chute de Barcelone et surtout sa chute rapide et presque sans combat. Les fascistes sont entrés à Barcelone après un court engagement à Hospitalet (banlieue de Barcelone en direction de la mer).

— Et alors ?

— Alors, tout simplement la stratégie et la technique militaire sont subordonnées à la politique, surtout dans une guerre civile.

Barcelone a été cédée parce qu'il n'y avait personne pour la défendre, personne ou presque personne qui fût prêt à donner sa vie pour la défendre contre Franco. Voilà la tragique réalité.

Ne parons pas du gouvernement, du sinistre « Gobierno de la Victoria ». Lundi soir, trois jours avant la rentrée de Franco, il s'est réuni. Le communiqué lu par le ministre communiste de l'Agriculture, Uribe, nous renseigne sur les décisions annuées officiellement et sur les mesures décidées. 1) Instituer l'état de guerre dans ce qui restait de l'Espagne gouvernementale, c'est-à-dire essayer de museler le prolétariat (en réalité, il était impuissant pour cela) ; 2) Continuer de résider à Barcelone. Cela c'est la déclaration officielle.

— Et la réalité ?

— La réalité ? En même temps qu'ils annonçaient cette déclaration, MM. les ministres avaient les valises déjà toutes faites, les meubles et une quantité étonnante de matelas, étaient déjà chargés sur les camions et le jour même, l'exode aristocratique dans les Rolls Royce et l'Hispano-Suiza commençait.

Pris de panique, messieurs les ministres ont voulu faire un appel aux ouvriers cénétistes de Barcelone, afin qu'ils versent encore une fois leur sang généreux et sauvent la situation, mais surtout leur situation personnelle en danger. Ces messieurs s'imaginent qu'on peut répéter la même opération un nombre infini de fois. Le prolétariat selon eux, doit être en temps normal enchaîné, il doit respecter la loi bourgeoise, il peut être brimé continuellement, voir ses militants maltraités, etc. Au moment du danger, on peut relâcher un peu la chaîne et lui permettre généreusement de mourir pour la défense du gouvernement légitime et de la république démocratique. Le prolétariat, selon le schéma de ces messieurs, profite de la belle occasion qui lui est offerte, monte sur les barricades offre quelques dizaines milliers de siens, sauve la situation. Le danger fasciste passe. On peut resserrer la chaîne et de nouveau le brimer comme auparavant. Voilà le schéma. Il est ingénieux certes, mais la même opération ne réussit qu'une quantité limitée de fois.

Pris donc de panique, les ministres ont convoqué d'urgence Garcia Oliver afin qu'il se mette à la tête de six divisions confédérales et qu'il dirige les opérations.

— Mais Garcia Oliver n'est pas un militaire ! remarquons-nous.

— Je ne veux pas relater les services qu'il a rendus au prolétariat espagnol pendant les journées de mai 1937 (5) à Barcelone (notre camarade sourit ironiquement) mais en tout cas c'est surtout un orateur des meetings. Mais il représentait la C.N.T. et surtout la F.A.I. et les ministres pensaient que le convoquer c'était convoquer aussi les dizaines de milliers des militants de la C.N.T. Mais les ouvriers de Barcelone étaient démoralisés. Ils se rappelaient les journées de mai 1937. Pour comprendre la tragédie du 26 janvier 1939 il faut se rappeler celle du 3-6 mai 1937. Entre ces deux dates, il y a un lien logique. En tant la révolution on a tué la guerre anti-fasciste.

Les staliniens ont provoqué, organisé les événements de mai 1937, c'est-à-dire ont procédé au désarmement du

(2) L'importance et le poids spécifique du prolétariat de la province de Barcelone égale celui du reste de l'Espagne.

(3) Garcia Moreno, un sergent qui a arrêté seul quatre tanks italiens.

(4) Les dirigeants communistes et aussi « anarchistes » ont laissé intact ce corps formé sous la monarchie.

(5) Par son discours du 4 mai 1937, qui se terminait par l'appel : « Alto el fuego ! » (Cessez le feu !) l'honorable ministre anarchiste de la Justice, Garcia Oliver, a livré au massacre des staliniens les militants cénétistes. Les ouvriers de Barcelone se rappellent bien ce discours.

prolétariat, à la destruction de ses organismes de lutte, aux assassinats de militants ouvriers, etc. Ils ont instauré un régime de terreur contre le prolétariat. Tout cela était justifié par la politique du Front populaire : c'est-à-dire « gagner la guerre d'abord » et pour cela gagner l'appui de la France et de l'Angleterre. Le résultat est visible maintenant. On n'a pas gagné les bonnes grâces de bourgeois de France et de l'Angleterre, mais en attendant on a dégoûté et démoralisé le prolétariat espagnol surtout catalan. C'était le chemin le plus court pour perdre la guerre.

Certes les ouvriers de Barcelone se rendaient compte que Franco représente le pire et malgré que leur confiance en Negrin fût très réduite, souhaitaient la défaite des fascistes et les victoires des armées républicaines, mais ils n'avaient plus une participation active dans la lutte. Ils ne se sentaient plus les maîtres depuis mai 1937. Du reste ils ne l'étaient plus.

On leur disait plusieurs fois par jour qu'on ne luttait pas pour leur libération sociale (Dieu nous préserve des pareilles idées trotskistes !), mais tout simplement pour le retour à la république démocratique, qui a engendré déjà le soulèvement fasciste. Cela ne favorisait pas l'esprit de sacrifice ni l'enthousiasme pour la guerre, mais au contraire était à l'origine de l'indifférence.

— Mais pourtant les ouvriers du rang, les ouvriers révolutionnaires de Barcelone, ne pouvaient pas se pas se rendre compte de l'imminence du danger. Ils savaient ce qui les attend en cas de victoire de Franco : la ruine de tous leurs espoirs. On a tant de fois insisté sur le caractère spontané des luttes du prolétariat espagnol, surtout catalan, en majeure partie anarchiste ! Pourquoi les ouvriers de Barcelone, contre la volonté des chefs, n'ont-ils pas agi ?

— La spontanéité des ouvriers catalans a, vois-tu, des limites, malgré leur tempérament impulsif. On a tout fait pour briser leur élan et leur combativité. On leur prêchait le calme, la patience et confiance dans les chefs du Front populaire et dans le gouvernement et surtout on les berçait d'illusions en ce qui concerne les intentions de la bourgeoisie anglaise et surtout française. On disait toujours aux ouvriers : « Au dernier moment, l'Angleterre et surtout la France interviendra et ne permettra pas que les fascistes allemands et italiens s'installent sur les Pyrénées, car nous luttons pour la sécurité des empires démocratiques ».

Le dernier cri de sagesse des plumitifs et orateurs du Front populaire était de rappeler dans les journaux et les meetings à Chamberlain et Daladier leurs devoirs impériaux... qui devaient préserver la classe ouvrière espagnole du fascisme. Ces illusions ou plutôt ces criminelles tromperies étaient propagées surtout dans les situations particulièrement critiques. Alors on grossissait démesurément les tensions diplomatiques entre les deux « axes », on présentait la situation internationale comme si la guerre entre les démocraties et les fascistes était sur le point d'éclater et comme si l'escadre anglaise et l'armée française devaient intervenir d'un moment à l'autre. Le plus grave c'était qu'ils s'obstinaient de toutes leurs forces à fermer les yeux du prolétariat, et y réussissaient.

Quelques exemples pour illustrer la myopie des chefs « réalistes » du Front populaire. Il y a quelques semaines on disait à Barcelone que des centaines d'avions et de tanks français étaient arrivés. On disait cela pour remonter le moral. Un autre exemple. Il y a quelques jours à peine, avant la chute de Barcelone, un camarade étranger anarchiste de gauche, assez bien placé, m'a affirmé en me priant de garder le secret (c'était le moyen employé généralement pour propager les nouvelles) que plusieurs divisions françaises avaient passé les Pyrénées et nous venaient en aide. Il avait entendu cela d'un membre du Comité régional ou même National qui les (des divisions françaises) avait vues passer la frontière.

Au moyen-âge les ascètes et les saints en extase voyaient la sainte Vierge et parfois même entendaient sa voix. Pour cela, il est vrai, ils se mortifiaient. Les chefs du Front populaire, sans mortification ni extase, arrivaient à voir des divisions françaises venant à leur secours.

Malheureusement, ces légendes criminelles trouvaient écho et désarmaient le prolétariat. Lénine, c'est vrai, disait que les vérités, même dures, doivent être dites au prolétariat pour l'éduquer ; mais n'était-il pas, lui aussi, un trotskiste ?

L'attitude du parti communiste au moment critique

— Mais soit plus concret. Le parti communiste, malgré sa politique, devait savoir quel danger le menaçait. Il s'agissait aussi de sa peau. Qu'a-t-il fait pour la défense de Barcelone ?

— Il répétait évidemment : No pasaran !, mais faisait tout pour qu'ils passent. Son mot d'ordre central, répété avec un acharnement et une verve dignes d'une meilleure cause, était : « Tous autour du Gouvernement de la Victoire de Negrin ». Du gouvernement... qui faisait ou plutôt faisait faire les valises. Donc toute initiative indépendante, tout essai, si timide fut-il, de constituer les organismes indépendants du prolétariat qui seuls pouvaient lui redonner confiance étaient qualifiés de trotskisme et de fascisme.

« Frente Rojo » (« Le Front Rouge »), organe du parti communiste, a publié, c'est vrai, mardi un appel intitulé : « Tout le monde sur les barricades ! Comme le 19 juillet ! ». Mais les barricades sont restées dans les colonnes du journal. Ces héros du P.S.U.C. (6) n'ont été capables qu'une fois de monter sur les barricades. C'était au mois de mai 1937 contre les ouvriers de Barcelone, afin de les chasser de la Centrale Téléphonique, propriété sacrée du capitalisme américain, et pour aider la police bourgeoise à mitrailler les ouvriers.

Il est vrai que s'ils ont réussi c'est parce que la C.N.T. ou, pour être plus précis, la direction de la C.N.T. les a laissés faire.

Et la C. N. T. ?

— Tu fais bien de parler de la C.N.T. L'ouvrier de Barcelone est en son écrasante majorité anarchiste. Nous ne comprenons pas pourquoi elle n'a pas réagi ou au moins essayé de réagir pour sauver Barcelone. Elle a pourtant donné des héros qui font l'orgueil du prolétariat international comme Durruti, Ascaso... Qu'a fait la C.N.T. au moment critique ?

— La C. N. T. c'est un chapitre à part. Certes, Durruti, Ascaso et des milliers de héros anonymes restèrent à jamais gravés, comme la Commune de Paris, dans le cœur du prolétariat, mais quant à la politique de ces « antipo-

liticos » et antiétatiques », je veux dire quant à la politique de la direction de la C. N. T., elle a été platement réformiste, petite-bourgeoise et objectivement criminelle envers le prolétariat et la révolution. Elle est de nature à éduquer les ouvriers du monde entier (dans ce moment de désarroi idéologique général, où les idées anarchistes peuvent avoir une certaine prise sur les désorientés) sur la valeur de la théorie, mais surtout de la pratique anarchiste. Ce travail critique que seuls les marxistes conséquents peuvent faire sera fait. Il faudra des brochures peut-être des livres. Je sais que les dimensions de votre journal sont limitées et je tâcherai de résumer le principal.

Dans le passé, je veux dire en 1936 et 1937, ces antiétatiques abolisseurs et parfois même brûlaient l'argent dans les petits villages de l'Aragon où on instaurait le communisme libertaire et le règne d'amour et de fraternité mais jamais l'idée leur est venue de mettre la main sur les grandes banques. Pourtant, ajoute malicieusement notre camarade Casanova — la filiale de la Banque d'Espagne à Barcelone se trouvait en face du Comité Régional de la C.N.T., siège de l'état-major anarchiste, mais les chefs antiétatiques marchaient sur la pointe des pieds devant la haute finance (7). Ils considéraient comme un péché originel de parler de l'état ouvrier, de la constitution et de l'élargissement des comités, mais par contre travaillaient, tout en continuant de parler de l'anarchie, avec l'ordre et méthode à la reconstitution de l'Etat bourgeois (8). Au mois de mai 1937, ils ont livré les ouvriers de Barcelone à la contre-révolution stalino-bourgeoise. Au mois de juin de la même année la bourgeoisie n'ayant plus besoin d'eux et se sentant assez forte les a congédiés.

9 mois après, au mois de mai 1938 au moment du danger, (la rupture du Front d'Aragon) on leur a offert dans le deuxième ministère de Negrin le portefeuille décoratif et sans importance de l'Instruction publique qu'ils ont, avec un empressement pas du tout anarchique, accepté. La bourgeoisie sait qu'elle a devant elle des animaux domestiques et bien dressés. Par suite, la C.N.T. et même la F.A.I. ont couvert toute la politique de régression sociale du gouvernement Negrin. Les 13 points de Negrin (9), les décrets contre-révolutionnaires dissolvant les organismes prolétariens, tout cela a été couvert par la C.N.T. et la F.A.I. Du reste, la distinction même formelle entre le langage franchement chauvin et réformiste des staliniens et socialistes et le langage révolutionnaire en paroles de la C.N.T., cette distinction qui existait au cours de la première année de révolution, a disparu au cours de l'année 1938. La presse a été « gleichgeschaltet » (mise au pas). « Solidaridad Obrera », organe central de la C.N.T., présentait ainsi le conflit entre la Bourse de Londres et celle de Berlin comme un conflit idéologique entre les démocraties et les dictatures, elle faisait journellement l'éloge de l'apôtre de la paix, le représentant de l'impérialisme yankee, Roosevelt, expliquait naturellement que la sécurité des Empires exigeait l'intervention en Espagne et donnait des leçons de patriotisme à Chamberlain et Daladier.

Pendant plusieurs mois — continue notre camarade Casanova — le Comité Régional de la C.N.T. fut désorienté et ne sut quel mot d'ordre lancer. Il le trouva enfin au mois de novembre.

— Lequel, ? demandons-nous à notre ami, qui sait réveiller notre curiosité.

— Le voilà : il faut donner un poste de conseiller dans la Généralité de Catalogne à la C.N.T. L'honnêteté, la justice et surtout l'idéalisme des hommes propres luttant toujours « contra los sucios manobras politicos » (contre les sales manœuvres de politiciens) exigeait la réparation de l'injustice criante commise après mai 1937 quand les représentants de la C.N.T. furent mis à la porte de la Généralité de Catalogne. Du reste le Comité Régional réclamait un ministère, lisait-on dans la « Sol », non pour les bas motifs qui caractérisent les politiciens, par exemple atteindre un objectif politique ou peut-être jouir tout simplement d'un portefeuille, mais pour des raisons idéales...

Quant à moi, vulgaire matérialiste que je suis — ajoute Casanova — je n'ignore pas surtout l'intérêt pratique d'un poste de conseiller à la Généralité. Cela ouvrait les perspectives de filons, « enchufes » comme on disait à bas pour les camarades, mais comme mot d'ordre dans une situation plus que sérieuse c'était un peu malgre.

Au dernier moment, encore la C.N.T. et la F. A. I. pouvaient sauver la situation, oui, elles le pouvaient et en tout cas elles pouvaient et devaient essayer de la sauver, appuie avec force Casanova. Elles n'ont même pas essayé. Evidemment elles devaient pour cela rompre la politique qui conduisait à l'abîme et qui s'appelle le Front populaire.

Précisons. Il y avait, il y a quinze jours encore, malgré l'action démoralisatrice de la politique de Negrin-Comorera, à Barcelone plusieurs milliers d'ouvriers surtout jeunes prêts encore à monter sur les barricades et à mourir, s'il le fallait pour la Révolution. Ils étaient prêts à s'engager dans les bataillons des Jeunesses Libérales, mais n'avaient aucune confiance dans le commandement républicain qui, à la première occasion, passait du côté de l'ennemi. Les appels des organismes officiels ne trouvaient aucun écho. Dans les usines, par exemple, il fallait user de multiples moyens de coercition afin de dénicher les faux « imprévisibles ». On appelait ainsi les ouvriers ou les spécialistes qui, à cause de leur valeur technique, étaient exempts de service militaire (10).

Une illustration. Le Comité National des Jeunesses Libérales, qui était dans la ligne du Comité National de la C.N.T., voyant que les jeunes affiliés à J. L. ne s'engageaient qu'en petit nombre dans les bataillons officiels de l'Ejército Popular, a publié un communiqué assez caractéristique. Dans ce communiqué, le Comité National rassure les jeunes membres des Juventudes Libertarias, qu'ils peuvent sans crainte s'engager dans les bataillons de volontaires mixtes du gouvernement car le comité national a un représentant dans le Comité d'Organisation. Cette « assurance » ne convainquait pas les jeunes qui attendaient en vain la voix qui leur inspirerait confiance.

La direction de la C.N.T. a en somme laissé ses adhérents au dernier moment sans mots d'ordre et sans plan d'action. Ainsi jeudi soir, le 26 janvier, le jour même de l'entrée des fascistes à Barcelone, j'étais dans une petite ville près de Gérone. Je suis allé voir le comité local, « Junta » de la C.N.T. Les camarades n'avaient aucune liaison avec le centre, ne savaient même pas où il se trouvait et me demandaient des conseils.

(à suivre).

(7) Abolir l'argent dans les petits villages d'Aragon et conserver « El Banco de Espana » cela rappelle étrangement la fable de Krylov : « Le curieux ». Le curieux qui a visité le jardin zoologique relate ce qu'il a pu admirer. Il cite les insectes de dimensions d'une épingle, mais il n'a pas remarqué l'éléphant.

(8) La lecture des quatre brochures des ex-ministres de la C.N.T. dans le gouvernement Caballero éditées par le Comité National de la C. N. T. où les ministres relatent leurs exploits est très instructive à cet égard et recommandée.

(9) Les 13 points de Negrin, le programme de rétablissement d'une république bourgeoise.

(10) Dans une des plus importantes usines de munitions de Barcelone dénommée Fabrica « A » afin d'enrôler les volontaires, il fallait que le Comité d'usine ferme les portes de sortie parce que les ouvriers se sauvaient.

(1) Mardi 24 janvier, deux jours avant la prise de Barcelone.